

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Dile Marie-Justine Moussouami Mboumba, rescapée du naufrage du "Esther Miracle" :

"(...) Me retrouvant sur l'un des bateaux gonflables après plusieurs difficultés qui auraient pu me coûter la vie, j'ai eu une forte pensée pour mes enfants et ma famille qui m'ont donné la force de nager et d'y croire et de parvenir sur ledit bateau..."

Alain-claude Bilie-By-Nze, Premier ministre :

"La France restera un partenaire essentiel et important pour le Gabon. Mais la France ne peut plus être le seul partenaire du Gabon".

Martin Moulengui Mabendé, ministre délégué auprès du ministre des Eaux et Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres :

" Cette célébration (Ndlr : journée internationale des forêts) offre l'opportunité non seulement de vanter les bienfaits mais aussi constitue le moment privilégié pour sensibiliser à la multifonctionnalité des forêts et tout l'intérêt de les préserver durablement".

Ismaël Ocen Ossa, président du Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon (CSAIG) :

" Ce mois généreux (Ndlr : Ramadan) est le champ propice aux biens et à la criante révérencieuse d'Allah, à la piété, il est ce champ dans lequel les compétiteurs de la foi recherchent à en vivre pleinement les bienfaits".

Christophe Eyi, administrateur provisoire de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) :

"Si les employeurs ont la responsabilité de procéder à l'affiliation de leurs structures et aux immatriculations des travailleurs, il n'en demeure pas moins que le travailleur également joue un rôle prépondérant dans le suivi de sa carrière".

Alexandre Barro Chambrier, président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) :

"Il faut se méfier des apparences. Nous travaillons pour cela (Ndlr : candidature unique de l'opposition) avec d'autres partenaires qui sont engagés en faveur du changement. Le retour au scrutin à un tour nous montre l'impérieuse nécessité du rassemblement autour d'une candidature crédible et consensuelle".

Commonwealth : entretien entre Ali Bongo Ondimba et Patricia Scotland

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

VENDREDI dernier, la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland, et le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, se sont entretenus. C'était au Marlborough House, dans la capitale politique britannique, siège de la grande organisation anglophone.

Dans la foulée, à l'issue de ces échanges, sur son compte du réseau social Twitter, la patronne des lieux a estimé qu'il était "merveilleux de rencontrer le président de la République du Gabon, Ali Bongo Ondimba, après l'important One Forest Summit qui s'est tenu à Libreville". Depuis l'adhésion de notre pays au Commonwealth, Mme Patricia Scotland est toujours présente à tous les grands événements organisés par le Gabon.

" Le président et moi avons discuté des sujets en lien avec le Commonwealth, tels que le Commonwealth Climate Finance Access Hub (CCFAH), la Living Lands Charter et la Commonwealth Heads of Government Meeting (CHGM) prévu au Samoa en 2024 ", a déclaré Mme Patricia Scotland qui avait pris part à Libreville début mars dernier à la première édition du "One Forest Summit" dédiée aux forêts tropicales du monde. Des questions climatiques pour lesquelles le président Ali Bongo Ondimba porte le leadership sur le continent africain. Faisant partie du bassin du Congo, le Gabon, couvert par 88 % de forêt, regorge de nombreuses richesses et ressources en matière de biodiversité.

Le Gabon, en même temps que le Togo (un autre pays francophone), a adhéré au Commonwealth en juin 2022 lors du sommet de Kigali, au Rwanda. Cette organisation anglophone compte aujourd'hui 56 pays membres représentant plus de 2 milliards d'habitants.



Le président Ali Bongo Ondimba et la SG du Commonwealth, Patricia Scotland, à l'issue de l'entretien.

PSD : entre provocation et forcing à Lebamba

AN
Libreville/Gabon

"C'EST n'est pas le jour du bal qu'on apprend à danser". Un adage populaire mis en pratique par Pierre-Claver Maganga Moussavou, président du Parti social-démocrate (PSD). Le candidat auto-déclaré à l'élection présidentielle qui aura lieu dans quelques mois – sauf report – était dans la province de la Ngounié, précisément à Lebamba, le week-end écoulé. Là-bas, le chantre de la "Provincialisation" (un programme présidentiel qu'il brandit à chacune de ses tentatives infructueuses) n'a pas manqué de dénoncer, comme à l'accoutumée, la mal gouvernance et la gestion peu orthodoxe, à ses yeux, du pays. L'ex-édile de Mouila de brandir son pedigree et de rassurer son auditoire quant à sa capacité à redresser la barque via la provincialisation, présentée comme la panacée pour le développement du Gabon par son concepteur. Toutefois, le discours de l'ancien vice-président de la République



Maganga Moussavou a encore fait parler de lui dans la Ngounié.

aura très peu retenu l'attention de l'auditoire. Et pour cause, un fait orchestré par le "bouvier de Moutassou" aura suscité réactions et autres interprétations. En effet, la pluie diluvienne qui s'est abattue dans cette bourgade du sud du Gabon a empêché l'ex-édile de Mouila de tenir sa causerie au stade municipal. Comme solution palliative, son staff et lui se sont repliés vers le gymnase du général Flavien

Nzengue Nzoundou, hiérarque du Parti démocratique gabonais (PDG). Seul hic, la délégation du PSD a fait une intrusion dans la structure privée. Et ce, sans avoir obtenu au préalable l'accord du propriétaire des lieux. Voilà un comportement peu honorable de celui qui brigue à nouveau les suffrages de ses compatriotes pour accéder à la magistrature suprême.